



Sur proposition de la Municipalité, L'Inspecteur de l'Éducation Nationale rencontre les parents d'élèves



Les Méricourtois aiment bien s'occuper de ce qui les regarde. Les Assises Locales (qui continuent !) ont, sans aucun doute, habitué les habitants de notre Ville à « libérer la parole ». Aussi, à l'initiative du Maire, Bernard BAUDE, une rencontre entre les parents d'élèves et Monsieur l'Inspecteur de l'Éducation Nationale, M. DIERENDONCK, chargé des écoles Méricourt, a été organisée Jeudi 11 Septembre à l'Espace Jules Ladoumègue.

Le but ? Dire clairement, et en face, aux parents le « pourquoi » et le « comment » de la nouvelle organisation de la semaine scolaire.

D'emblée, remercions M. l'Inspecteur qui s'est prêté au jeu du débat public. « Les parents sont les premiers responsables et premières personnes

concernées par l'éducation de leurs enfants », expliquera-t-il en préambule. On lui sera gré de reconnaître que, avant toute réforme venue d'en haut, il serait bien d'écouter les besoins et les attentes, en premier lieu, des citoyens.

Nous reviendrons dans le prochain Méricourt notre Ville sur cette rencontre.



MÉRICOURT ACTUALITÉS N°33

Septembre 2008

Directeur de la Publication : Bernard BAUDE, Maire
Rédaction, Photographies et Conception graphique :
Service Communication - Ville de Méricourt

MERICOURT

actualités



En cette rentrée 2008, l'engagement municipal pour un accueil de qualité des élèves et de leurs enseignants ne se dément pas. Il n'en reste pas moins vrai que cette rentrée est marquée pas des réformes profondes au sein de l'Éducation nationale, notamment dans les écoles élémentaires.

Semaine de quatre jours, nouveaux programmes, soutien hebdomadaire, service minimum d'accueil... le paysage scolaire est profondément secoué et les interrogations, des enseignants comme des parents d'élèves restent sans réponse rassurante.

Tour d'horizon d'une rentrée à Méricourt pas comme les autres...



Spécial Rentrée Scolaire



Au niveau municipal, un accueil toujours amélioré

Les Services Techniques de Méricourt le savent bien : les mois d'été sont l'occasion pour eux de travailler sur l'entretien des onze bâtiments scolaires, maternelles, élémentaires et le RASED sous la responsabilité directe de notre commune. Remise en peinture, réparations courantes et installations de nouveau mobilier ou de sanitaires..., la charge de travail est toujours soutenue durant ces mois de juillet et d'août, et alors même que la plupart des écoles accueillent pourtant les centres de loisirs (voir encadré).



Bien qu'essentielle, notamment en terme de sécurité et d'accueil, la réflexion municipale ne se limite pas à l'entretien de ses structures. Un engagement financier et humain important est depuis de nombreuses années étudié de près afin de faciliter la scolarité des jeunes Méricourtois et la vie de leur famille. Ainsi, on a pris l'habitude, une longue liste de matériel scolaire est fournie à chaque élève. Composée des indispensables stylos, crayons, cahiers, distribuée aux enfants des écoles et du col-

lège, cette liste a un coût certain pour la Ville. Cependant, la satisfaction d'alléger le plus possible le budget des familles reste une préoccupation majeure des Élus du Conseil Municipal qui, chaque année, renouvellent cet effort apprécié.

Un Service Education à l'écoute

Pour ne pas en rester là, le Service Éducation, depuis quelques rentrées déjà, veille à proposer, et en plus de ses actions habituelles (suivi des inscriptions, des subventions et des allocations scolaires...), un accompagnement à la scolarité sous forme d'aide aux devoirs et tout en privilégiant la relation entre les parents et leurs enfants. De plus, mis en place l'année dernière, un accueil péri-scolaire, désormais bien rodé, facilite la vie des parents qui travaillent tôt le matin ou tard le soir. Enfin, tous les moyens sont mis en œuvre dans la restauration scolaire pour assurer la plus grande qualité, dans l'assiette bien sûr, mais aussi dans la formation d'un personnel spécialement chargé de servir les élèves.

QUELQUES CHIFFRES :

- 511 enfants scolarisés en maternelle (538 en 2007/2008)
 - 846 en élémentaire (843 en 2007/2008)
 - 648 élèves au collège dont 61 en SEGPA
- Soit 2005 enfants scolarisés dans les différents établissements de la ville

LES TRAVAUX DANS LES ÉCOLES :

- Acquisition de mobiliers scolaires pour toutes les écoles
- Remplacement menuiserie à l'école Kergomard
- Remplacement bloc sanitaire à l'école Mermoz
- Traitement des murs à l'école Mandela...



L'effort de la Municipalité, c'est aussi près de 35 euros en fournitures scolaires distribuées à chaque élève méricourtois de la maternelle jusqu'au collège.



Découverte du collège par les 6èmes et leurs parents



Les réformes

L'immuable volonté municipal ne doit cependant pas masquer le caractère particulier de cette rentrée 2008. On le sait, les réformes de l'enseignement élémentaire voulues par M. Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, ne vont pas sans causer quelques inquiétudes. Le rythme d'apprentissage de l'enfant est sans doute la question numéro un avec la semaine de quatre jours imposée dès cette année. Dans le même temps, un soutien hebdomadaire aux enfants les plus en difficulté se met, difficilement, en place, sans que l'on sache exactement quand ce soutien interviendra. Le matin, avant la classe ? Le midi, pendant que les autres enfants se détendent ? Le soir, ce qui sous-entend que les plus faibles scolairement devraient être les plus résistants nerveusement ? Le mercredi matin, au détriment des activités sportives et culturelles ? Enfin, le service minimum d'accueil lorsque les enseignants sont en



grève pose le problème de savoir si l'État ne se défausse pas, une fois de plus, de ses responsabilités. En effet, pourquoi imposer aux mairies d'assurer ce service d'accueil ? Et avec quels moyens ? Les suppressions de postes d'enseignants tournent à plein régime depuis quelques temps. 13500 cette année. Et ce n'est pas fini ! Ainsi, les agents municipaux viendraient combler les manques de personnel de l'Éducation nationale, tout en niant leurs mobilisations pour une école publique de qualité.

CE QUE NOUS EN DIT LE MAIRE

A l'Etat d'assumer ses réformes !

Fin juin, le Conseil Municipal a voté une motion demandant un moratoire dans la mise en œuvre de la suppression du samedi et des mesures qui l'accompagnent. Pourquoi alors proposer à ce même Conseil, et dès cette rentrée, une motion stipulant clairement que nous nous opposons maintenant à Méricourt à un «service minimum d'accueil dans les écoles» ?

L'argument financier pourrait suffire. En effet, les enseignants ont pour employeur l'État. Si celui-ci veut instaurer un «service minimum», qu'il ait la pudeur de chercher dans ses rangs, et dans ses caisses, les moyens humains et financiers à sa volonté de nier les mobilisations enseignantes. En voulant instaurer un service d'accueil par des agents communaux, l'État veut nous imposer une dépense supplémentaire à nos budgets déjà rétrécis par les responsabilités nouvelles qui nous incombent et sans qu'elles soient compensées par de justes subventions.

Mais si la maîtrise de notre budget est une cause suffisante pour refuser ce «service» supplémentaire, il existe bien d'autres raisons pour ne pas obtempérer aussi facilement. Le mérite de nos agents communaux est grand. En vrais professionnels, ils savent gérer l'accueil en restaurant scolaire, entretenir les bâtiments... Tout le long de l'année, des animateurs qualifiés et diplômés en conséquence font vivre centre de loisirs, accueil périscolaire, ou encore l'accompagnement à la scolarité. Mais à chacun son métier. Malgré leurs compétences reconnues, malgré toute leur bonne volonté, ces agents n'ont pas à remplacer des enseignants et à gérer une classe.

C'est la question de l'école publique qui est posée. L'intervention des communes dans l'accueil des élèves durant le temps scolaire ouvre la porte à la fin de l'école de la République égale pour tous : d'abord par l'inégalité de moyens entre communes pauvres et communes riches. Enfin, parce que le brouillage entre enseignement et activités d'accueil assurées par les communes va banaliser, peu à peu, l'idée que, finalement, il serait aussi pratique que les instituteurs soient recrutés par les communes elles-mêmes.

Il en serait alors fini de l'école laïque et républicaine.

Bernard BAUDE



Rencontre des équipes pédagogiques avec Jean-Claude Lefebvre, Adjoint au Maire délégué à l'Éducation et Henri Hoyez, Directeur Général des Services